

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Pour la victoire de l'espoir en Grèce et en Europe

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 3 juin 2015

---

Démocratie & Socialisme

---

**Nous reproduisons ici la résolution du Comité Central de SYRIZA adoptée le 24 mai dernier.**



Depuis le 25 Janvier, le gouvernement mène avec constance et ténacité un combat politique singulier. Un combat pour la sortie définitive du pays du borbier mémorandaire ; pour reconforter ceux qui ont du mal à survivre à cause des politiques menées pendant les cinq dernières années ; pour relancer l'économie sur la voie d'un développement durable et socialement équitable ; pour mettre fin au cercle vicieux de la dette et l'austérité.

Une combat pour faire naître l'espoir non seulement en Grèce mais partout en Europe. Parce que la confrontation avec les forces conservatrices qui insistent sur les politiques d'austérité en faillite, est un combat pan-européen. De son aboutissement ne dépend pas seulement l'avenir de la Grèce. C'est pour cela que tout est mis en oeuvre pour faire avorter l'espoir représenté par SYRIZA et le gouvernement du salut social. C'est pour cela que nous sommes la cible des attaques de la Sainte-Alliance - internationale et nationale - de l'austérité. Voilà pourquoi le combat que nous livrons est d'une importance historique pour l'avenir de l'Europe.

Tout au long de son parcours SYRIZA soulignait que la lutte contre la Sainte-Alliance de l'austérité ne sera pas sans embûches. Nous avons prévu qu'il serait long et rude, notre combat. Malheureusement, les faits ont vérifié nos prévisions. Mais la gauche est résistante et promise aux victoires difficiles.

SYRIZA a par ailleurs toujours insisté sur sa singularité par rapport aux autres partis. Nous avons dit que nous sommes le parti qui défend les intérêts populaires d'aujourd'hui et les valeurs intemporelles de la Gauche. Et depuis quatre mois, nous prouvons chaque jour notre lien indissoluble avec le désir populaire pour la justice et la dignité. Depuis quatre mois, nous refusons les ultimatus insolents. Nous résistons à la tentative d'étranglement de l'économie et de la société. Nous bravons délibérément la campagne internationale de calomnie contre nous. Nous fermons les oreilles aux sirènes du ralliement et de la subordination.

Depuis quatre mois, jour après jour, nous défendons avec insistance les lignes rouges définies par le peuple lui-même le 25 Janvier. Le gouvernement ne signera aucun accord mémorandaire.

Le fait que nous rejetons les ultimatus ne signifie pas pour autant que nous ne cherchons pas une solution mutuellement bénéfique. Pendant tout ce temps, nous avons fait tous les efforts possibles pour sortir de l'impasse. La patience et l'ouverture d'esprit que nous avons démontrées ne doivent pas être interprétées comme une expression de faiblesse ou d'assimilation des conceptions prévalentes. Il s'agit plutôt d'un acte de responsabilité envers la société grecque et les autres peuples de l'Europe.

Nous avons cherché et continuons de chercher un accord qui permettra la sortie du cercle vicieux : « dette - austérité

- augmentation de la dette ». Nous avons cherché et nous continuons de chercher un accord qui permettra de renforcer la cohésion des peuples européens. Et nous dénonçons tous ces défenseurs zélés de l'austérité qui minent le processus de négociation qui par leurs attitudes intransigeantes et par leurs tentatives d'étranglement de l'économie grecque détruisent aussi la cohésion des peuples européens. Ceux qui croient qu'ils pourront ainsi humilier la Grèce jouent avec le feu.

Le difficile compromis du 20 février a enregistré une partie importante de nos positions et a permis au gouvernement d'éviter le piège mortel tendu par des cercles internationaux et nationaux. Ainsi les actions sournoises mises en place par certains pour miner cet accord sont facilement compréhensibles. Dès le lendemain du 20 février tous les moyens ont été mis en oeuvre pour annuler insidieusement les points clés de l'accord du 20 février et réintroduire progressivement la condition de la cinquième évaluation - prévue par le deuxième mémorandum - comme point de référence pour l'avancement de la négociation. Ce glissement vers la réhabilitation de la 5e évaluation n'a pas été et ne peut pas être accepté par la partie grecque.

Malgré les tentatives de certains cercles de créanciers de miner l'accord du 20 février, le gouvernement grec a agi en conformité de ses règles. En outre, alors que le gouvernement a activement démontré son engagement politique pour honorer les obligations internationales et internes du pays, l'économie grecque a été mise en épreuve et le pays subit un étranglement financier sans précédent dicté par des intentions politiques manifestes. Si l'asphyxie économique imposée se poursuit et nous sommes confrontés à une situation limite, il est évident que la priorité sera mise sur le paiement des salaires et des retraites et non pas sur les remboursements des prêts. Les gens sont au dessus de la dette.

Cependant, l'adversaire ne se trouve pas seulement à l'extérieur mais il se trouve aussi entre nos murs. C'est cette oligarchie qui a été favorisée et renforcée les 25 dernières années, et elle a vu sa puissance s'envoler avec les politiques mémorandaires de l'extrême austérité et de déréglementation du marché du travail. C'est sur le résultat de ce duel par ailleurs que seront jugés à la fois le nouveau gouvernement et SYRIZA. Notre combat vise à promouvoir un modèle social et économique radicalement différent, fondé sur la redistribution des richesses, sur la promotion de l'égalité, sur la solidarité, sur le respect de la propriété publique, sur le soutien des biens publics, du travail salarié, du respect de l'environnement. C'est pour cela que certains s'y opposent farouchement.

Le réseau des oligarques a depuis quelque temps quitté le masque d'impartialité et il a opté pour une confrontation directe avec le gouvernement sans intermédiaires politiques cette fois et sans faux semblants. Ce n'est pas un hasard si nous sommes la cible des attaques quotidiennes des médias impliqués depuis toujours dans le système de la collusion d'intérêts privés et politiques.

Cependant, SYRIZA a déjà démontré dans le passé et le démontre encore aujourd'hui dans la pratique qu'il ne se laisse pas intimider par la propagande grise. Parce qu'il a confiance dans le jugement du peuple grec. Les oligarques doivent enfin comprendre : il est temps de mettre la main à la poche. Il est temps de payer des impôts, de rembourser leurs prêts aux banques, de payer les fréquences de télévision, de remplir leurs obligations financières selon la loi et comme le reste de la population. Il est temps de payer ce qui n'a pas été payé depuis bien longtemps. Malgré la propagande grise qui se déchaîne contre nous, nous imposerons la justice quoi qu'il en soit. Nous avons devant nous quatre ans moins quatre mois pour le faire.

**Et alors que nous abordons la dernière ligne droite des négociations, nous soulignons nos exigences spécifiques pour un compromis acceptable par nous :**

**A) des excédents primaires faibles,**

**B) aucune nouvelle baisse des salaires et des pensions,**

**C) restructuration de la dette,**

**D) paquet soutenu pour des investissements publics, notamment dans les infrastructures et les nouvelles technologies.**

En outre, la restauration des conventions collectives et l'augmentation progressive du salaire minimum à 751 euros constituent une condition *sine qua non*. L'exigence que tout changement de la politique fiscale doit contribuer au progrès de la justice sociale en réduisant les charges pour les revenus faibles et en enravant la fraude fiscale des hauts revenus et des grosses fortunes est tout aussi nécessaire.

Le Comité central estime que l'adoption des initiatives législatives telles que l'adoption immédiate des projets de loi pour le rétablissement des négociations collectives et l'abolition de la clause du déficit zéro enverra un signal politique fort dans toutes les directions et renforcera la position du gouvernement.

Le travail législatif du gouvernement accompli jusqu'ici constitue la meilleure preuve de ses objectifs pour la négociation. **Et même entravé par l'asphyxie financière qui a été imposée le gouvernement avance fermement dans la mise en oeuvre du Programme de Thessalonique.**

Nous rappelons :

- ▶ 1. Le programme adopté pour faire face à la crise humanitaire et couvrir les besoins d'alimentation-du logement-de l'accès à l'électricité, de la couverture sociale, et la suppression du « ticket d'entrée » de 5 euros pour les hôpitaux
- ▶ 2. La première étape de relance de l'économie par la régularisation - très réussie - des dettes envers l'État et les Caisses d'assurance en 100 versements.
- ▶ 3. La réintégration de 4 500 fonctionnaires (femmes de ménage, gardiens scolaires, enseignants, etc.) qui avaient été illégalement licenciés par les gouvernements mémorandaires.
- ▶ 4. La suspension de la clause du déficit zéro dont l'application se traduirait par une réduction de 15% des pensions complémentaires en 2015, et aussi la suspension des réformes mémorandaires qui prévoyaient de nouvelles réductions des retraites et la limitation des bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux retraités.
- ▶ 5. Le recrutement des personnels hospitaliers qui donnera un nouveau souffle au Système national de santé.
- ▶ 6. Le début du rétablissement des libertés démocratiques avec la reconstitution de l'ERT [audiovisuel public], la réforme humanitaire du système pénitentiaire, l'attribution de la nationalité grecque aux enfants d'origine immigrée nés sur le sol grec, le rétablissement de l'heure du premier ministre au Parlement et de l'information régulière des journalistes par le porte-parole du gouvernement.
- ▶ 7. Redressement des torts causés à l'État par l'ancien système de collusion des intérêts privés et politiques et par la cupidité de quelques oligarques avec la taxation des transactions triangulaires, la vérification de toutes les listes des fraudes fiscales, l'imposition des chaînes de télévision, la réglementation du paysage audiovisuel.
- ▶ 8. La réintroduction des normes de légalité dans le football professionnel.
- ▶ 9. Les premiers changements progressifs dans le système éducatif.
- ▶ 10. Le choix d'une politique étrangère multidimensionnelle en faveur de la paix et de la stimulation de l'économie.

Nous devons également mentionner la mise en place par le Parlement des Commissions : pour les réparations allemandes, sur les conditions d'introduction des mémorandums, d'audit de la dette publique, des institutions et de la transparence.

En quatre mois beaucoup de choses ont été faites et nous pouvons faire encore plus si nous gagnons la bataille de la négociation. Mais malgré le travail important accompli par le gouvernement, nous ne devons pas passer sous silence que des erreurs importantes d'appréciation ont été commises concernant certains choix politiques, des personnes et des arguments rhétoriques qui ont créé des interrogations tant au niveau du parti qu'au niveau des groupes sociaux qui nous soutiennent.

Le gouvernement doit procéder à la démocratisation de l'appareil étatique en abordant avec détermination les problèmes liés aux structures et aux enclaves du système mémorandaire précédent, donnant un autre exemple de gouvernance par la gauche. Les options du gouvernement doivent inspirer la société et les mouvements. Compte tenu des grandes difficultés qui nous attendent, il est nécessaire de renforcer les liens entre le gouvernement avec le parti et le groupe parlementaire.

### **Le gouvernement qui mène actuellement un combat historique a trois principaux alliés :**

**Le premier est notre parti.** SYRIZA n'est pas seulement la synthèse de l'expression politique des travailleurs, des jeunes et des mouvements. Dans ce contexte particulier, il est à la fois le dépositaire du programme et des valeurs de la gauche, le bouclier du gouvernement contre les attaques abjectes dont il fait l'objet, et le veilleur prompt qui signale rapidement les excès et les dérives pour redresser immédiatement les torts.

Le rôle du parti est en effet plus important que jamais. Il est donc nécessaire d'accélérer les procédures de réorganisation qui ont déjà commencé. Les jours suivants les organisations des membres doivent discuter de la décision du Comité Central et du cours de la négociation. En même temps, les membres du parti doivent travailler intensivement pour organiser la mobilisation populaire contre le chantage exercé sur le gouvernement.

**Le second allié du gouvernement est la solidarité internationale.** Des mouvements, des syndicats, des partis progressistes, des intellectuels et des citoyens ordinaires d'Europe et du monde entier ont exprimé leur soutien sans réserve à notre juste lutte. Ils comprennent que la bataille que nous donnons ne concerne pas seulement la défense du droit inaliénable de notre peuple à déterminer lui-même son avenir, mais aussi la perspective d'une autre Europe sans mémorandums, sans la Troïka et l'austérité. Le Comité Central de SYRIZA salue la solidarité internationale et demande à tous les amis du peuple grec de renforcer leur mobilisation. Nous avons besoin que leurs voix se fassent entendre plus fort que jamais.

**La troisième et plus décisif allié du gouvernement est le peuple lui-même.** Face aux intérêts organisés, à la Sainte-Alliance de l'austérité, au pouvoir de la richesse, à la corruption et aux oligarques, le gouvernement compte sur le soutien actif de la grande majorité des citoyens. De la majorité citoyenne qui reconnaît dans ce gouvernement du salut social un gouvernement par le peuple, avec le peuple et pour le peuple. De la grande majorité qui réclame la fin de l'austérité et une nouvelle voie pour le pays. De la grande majorité qui rejette les ultimatums arrogants et demande au gouvernement de ne pas reculer et de défendre ses lignes rouges. De la grande majorité qui malgré les difficultés garde un esprit combatif. De la majorité qui est prête à descendre dans la rue pour réclamer le droit inaliénable à la dignité et à la justice.

**Pour la victoire de l'espoir en Grèce et en Europe !**

**'thènes, le 24 mai 2015**